

PANDÉMIE

**Au Québec,
le rude hiver des
étudiants français**

Isolation, cours en ligne...
Face à la déprime des jeunes
expatriés, les universités
de la province se mobilisent

PAGE 7

Le Monde CAMPUS

CAHIER DU « MONDE » N° 23606 DATÉ MARDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2020
NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

J'AVAIS 20 ANS

Marie Desplechin

L'écrivaine raconte
ses années de prépa
et d'école de journalisme.
Un douloureux passage
à la vie d'adulte

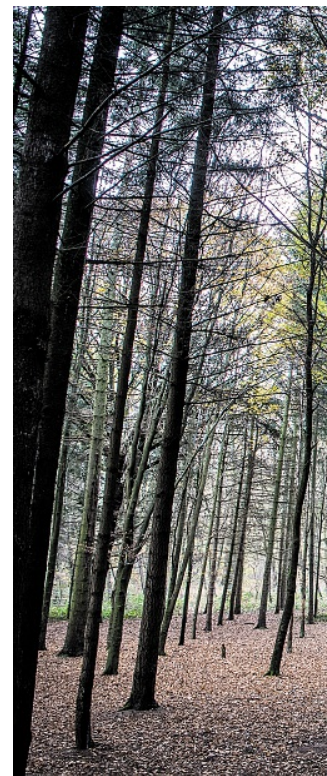
PAGE 8



VILLE DE RÊVES

Jeunes architectes, urbanistes, smart city managers...
entendent exercer leur métier autrement, au service d'une ville
plus écologique, participative et accueillante. Au risque parfois
d'être en décalage avec la réalité de l'insertion professionnelle

PAGES 2 À 5



Dès la sortie de l'école d'architecture, Feda Wardak a choisi de créer sa propre agence. Ici en forêt de Bondy, à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où il réalise le montage d'une grande cabane et d'une exposition qui interrogent la « pression foncière » exercée sur la forêt. WILLIAM BEAUCARDET POUR « LE MONDE »

JEUNES ARCHITECTES DÉSILLUSIONS ET PLANS B

Tâches rébarbatives, bas salaires, horaires à rallonge... une fois sur le marché du travail, les diplômés sont souvent amèrement déçus. Certains s'inventent alors des chemins de traverse

Chaque matin, Chloé (le prénom a été modifié) se rendait à l'agence comme si elle allait « à l'usine ». Assise sur sa chaise, à l'étage inférieur d'un gros cabinet parisien, la fraîchement diplômée en architecture répliquait la même mission à l'infini. Une semaine, elle dessinait des dizaines de portes sur un plan. L'autre, elle s'occupait exclusivement de vues en coupe de bâtiments. Des « monotâches à la chaîne » confiées à un socle d'une trentaine de jeunes, bien éloignées de ses intensités et « passionnantes » études à l'Ecole nationale supérieure d'architecture (ENSA) Paris-Val-de-Seine.

« On faisait les petites mains. Quasiment que du redessin, raconte-t-elle. C'était très frustrant, après avoir passé cinq ans à apprendre à faire de la conception, à trouver une idée forte pour un territoire, un geste artistique. » Chloé n'en retrouvera rien pendant les deux ans qui suivent sa sortie d'école, malgré les horaires à rallonge qu'on lui demande de réaliser à l'agence, week-ends compris. « Je rentrais dans le bureau et je mettais mon cerveau sur pause », se souvient-elle.

UN SENTIMENT DE DÉQUALIFICATION

Nombre de jeunes diplômés en architecture sont saisis par cette forme de désillusion lors de leur entrée sur le marché du travail. « Ils se retrouvent dans une chaîne de production avec une activité assez segmentée, bien réduite par rapport à la vision globale du projet qu'on a pu leur inculquer pendant leurs études », observe Laura Brown, sociologue des professions à l'université de Bordeaux, architecte de formation. L'aspect création, central en école, se perd, avec l'impression souvent d'être de simples gratteurs de plan. Pour beaucoup, c'est la douche froide. »

A ces déceptions se combinent des salaires souvent bas, beaucoup démarrent au smic. Selon la dernière étude Archigraphie 2020 de l'ordre des architectes (à paraître courant décembre), le salaire moyen à temps plein s'élève à 2 000 euros net par mois après trois ans d'exercice. Pour un quart des jeunes architectes, il tombe à moins de 1 700 euros mensuels. « Il est rassurant de voir qu'ils sont 74 % à trouver un emploi dans les six mois », pointe Elizabeth Gossart, conseillère nationale de l'ordre des architectes. Mais il est vrai que c'est une profession à risque, précaire et soumise à une certaine instabilité. » Notamment en cette période marquée par le Covid-19, où les offres d'emploi ont chuté de moitié, indique le cabinet de recrutement ArchiBat RH.

En sortie d'école, la grande majorité se dirige vers un travail salarié en agence où il est habituel de commencer par des tâches de dessinateur-projeteur, également accessibles après un BTS. « Forcément, cela engendre un vif sentiment de déqualification chez ces jeunes munis d'un diplôme de niveau master très exigeant, complète Guy Tapie, professeur de sociologie à l'Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage (Ensap) de Bordeaux. Surtout que c'est un démarrage qui peut durer : on dit souvent qu'on est encore jeune architecte à 35 ou 40 ans. »

Assommée à l'idée de « gratter » des portes des années durant, Chloé a décidé de quitter son emploi il y a quelques mois, pour passer de « l'autre côté de la barrière » : l'assistance à la maîtrise d'ouvrage, responsable notamment de la rédaction de cahiers des charges des projets de construction, à destination des architectes. « Cela m'a permis de ne plus être dans l'exécution bête et méchante, de retrouver l'étude des besoins

d'un territoire qui me plaisait tellement en école », se félicite-t-elle.

Pour décrire son moral, Nicolas, diplômé depuis 2018, parle, lui, volontiers d'une « déprime douce ». Sa flamme, il l'a perdue depuis belle lurette, noyé dans un « monde de bureaucratie » auquel il ne s'attendait pas, au sein de la petite agence où il est salarié. Car même dans les plus petites structures – l'essentiel des agences en France – où l'on effectue de multiples tâches, le décalage reste grand entre la réalité du travail et l'image du métier forgée durant les études. Confrontés à une myriade d'acteurs participant à un projet, les jeunes diplômés découvrent notamment que l'architecte a un faible poids décisionnaire dans la construction de la ville.

« A l'école, l'architecture voulait dire travailler dans un studio, créer en 3D, me déplacer, explorer le terrain, se remémorer Nicolas, du haut de ses 27 ans, avec beaucoup de nostalgie. Et, du jour au lendemain, je me suis retrouvé cloué à une chaise devant un ordi, à faire des tâches machinales, avec un mal de poignet à force de cliquer sur ma souris. » Comme tous les jeunes interrogés pour cet article, Nicolas le déplore : « On nous a vendu un rêve différent de la réalité professionnelle. »

LE MYTHE DE L'ARTISTE

Nombre d'éléments du métier doivent s'appréhender sur le tas. « En école, on est baignés dans le mythe de l'architecte artiste, plein de liberté. On ne parle quasiment jamais de tout ce qui est contraintes administratives, contrats, droit, techniques constructives, alors que cela prend 98 % de notre temps en agence », regrette Alexis, 28 ans, qui, en sortant de l'ENSA de Versailles, a eu le sentiment « de ne rien savoir faire ». Ces dimensions sont davantage étudiées lors de l'habilitation de l'architecte à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (HMOP), formation en un an nécessaire pour pouvoir monter sa structure mais non obligatoire après une ENSA.

Dirigeante de l'agence bordelaise Cityzen, Caroline Lot Menanteau constate chez les jeunes en sortie d'école cette « déconnexion » avec la réalité de la pratique. D'ailleurs elle-même a manqué de clés quand elle a commencé à créer son agence en 2009. « On ne savait rien de la gestion

d'entreprise, de la communication, de la négociation, on pataugeait », se souvient l'architecte de 37 ans. Difficile pour autant d'ajouter ces notions à un cursus en cinq ans déjà très chargé, estime une enseignante de l'ENSA Paris-Belleville : « Notre enjeu est en premier lieu d'apprendre à maîtriser la conception, qui est un art complexe, et de transmettre un esprit critique. »

« LE CODE DU TRAVAIL, ON OUBLIE ! »

Plombé par sa déception, Nicolas envisage pourtant déjà de quitter la profession. « Le métier d'architecte peut être passionnant mais, avant de devenir mobile et de mettre sa patte sur un projet, il faut passer par une case très longue, où l'on reste assis à gratter. Je ne suis pas certain d'être prêt à ça », confie-t-il. « La moitié de mes camarades de l'école se sont réorientés et, parmi ceux qui sont restés, beaucoup pensent à changer dans un futur proche », témoigne quant à elle Chloé.

En outre, dans ce secteur organisé autour de la concurrence entre agences, les conditions de travail sont souvent intenses, avec des semaines ponctuées par les « charrettes », ces nuits blanches de travail qui précèdent de gros rendus. « Il y a dans la culture professionnelle l'idée, qui a du mal à changer, qu'il faut en baver pour réussir », analyse Guy Tapie, de l'Ensap de Bordeaux, qui observe qu'en agence, le respect des conventions collectives est « l'exception plutôt que la règle », au risque de « nombreux burn-out ».

En fin d'études, Adrien (le prénom a été modifié), 28 ans, a démarré dans une très grosse agence parisienne, où il a tourné à plein régime, souvent jusqu'à 80 heures par semaine, pendant deux ans. « Droits sociaux, code du travail, on oublie ! Impossible d'avoir la moindre vie personnelle », lance-t-il. Motivé par le projet d'envergure qu'il suivait, Adrien a tenu pour l'accompagner jusqu'à son terme... avant de quitter l'entreprise, psychologiquement épuisé. « Le turnover était énorme, avec que des jeunes auxquels on mettait la pression, sans aucune reconnaissance », explique le jeune architecte qui, même s'il a considéré l'expérience formatrice, ne veut plus « avoir affaire à ce type d'agence ».

Pour Thibault Chalamet, 28 ans, c'est surtout la question du sens qui s'est imposée

**« L'ASPECT
CRÉATION,
CENTRAL
EN ÉCOLE, SE
PERD, AVEC
L'IMPRESSION
SOUVENT D'ÊTRE
DE SIMPLS
GRATTEURS
DE PLANS.
POUR BEAUCOUP,
C'EST LA DOUCHE
FROIDE »**

LAURA BROWN
sociologue

Des microaventures pour explorer la ville autrement

Le tourisme de proximité suscite un nouvel engouement, en particulier chez les jeunes. Une approche qui se développe dans les formations

« LES PROJETS SUR LE TOURISME LOCAL DE MES ÉTUDIANTS DÉCOULENT DE LEUR PROPRE DÉSIR DE FAIRE DES VOYAGES PLUS RESPONSABLES »

ALAIN ESCADAFAL
responsable d'un master en aménagement touristique à l'université de Bordeaux

Tenter l'aventure près de chez soi : une nouvelle vision de la ville et du tourisme désormais enseignée dans les écoles et les masters d'urbanisme. « Les projets sur le tourisme local de mes étudiants découlent de leur propre désir de faire des voyages plus responsables », observe Alain Escadafal, responsable d'un master en aménagement touristique à l'université de Bordeaux. Face au succès des « urbex » (contraction de l'anglais *urban exploration*), ces explorations urbaines de lieux situés hors des cadres touristiques classiques (patrimoine industriel, lieux abandonnés...), le tourisme de proximité a de plus en plus voix au chapitre dans les cursus, comme à l'Ecole d'urbanisme de Paris (EUP).

« Nous faisons travailler les étudiants sur l'urbex comme façon inédite d'investir la ville, en se penchant sur les nouveaux produits, qui vont permettre aux habitants de revisiter leur ville et ainsi attirer certains touristes », indique Marie Delaplace, professeure d'aménagement et d'urbanisme à l'EUP et spécialiste des questions liées au tourisme. C'est également le cas à Bordeaux, où le tourisme urbain s'invite dans les enseignements en stratégie du territoire de l'Institut d'aménagement, de tourisme et d'urbanisme, dans le cadre de travaux de terrain menés par les étudiants. Parmi eux, un groupe de master 1 planche ac-

tuellement sur « des logiques de tiers-lieux pour créer de nouvelles offres touristiques », précise leur professeur, Alain Escadafal.

Ce besoin de simplicité s'est intensifié avec la crise du Covid. « L'attitude touristique des gens est en train de changer », constate Vianney Delourme, cofondateur d'Enlarge Your Paris, un média dont la ligne éditoriale est l'appropriation de la périphérie urbaine de Paris dans une démarche « esthétique et pédagogique », avec de nouvelles idées de balades à faire près de chez soi. Depuis quatre ans, avec son acolyte, ex-journaliste, Renaud Charles, ce diplômé de Sciences Po a emmené marcher des milliers de personnes, notamment en 2019, lors d'une « transhumance urbaine ». Au mois de mai, le nombre de visiteurs mensuels sur le site d'Enlarge Your Paris a dépassé les 300 000. « En réaction au confinement, bon nombre de Franciliens ont décidé de découvrir leur environnement de proximité, non pas de manière subie, mais volontaire », explique Vianney Delourme. En novembre, « la limitation des déplacements en un rayon de un kilomètre nous a obligés à repenser l'aventure à une échelle lilliputienne », indique son rédacteur en chef auvergnat, Renaud Charles.

UN « HERBIER BITUME »

Grâce aux conseils d'une agroherboriste, les curieux sont invités à recenser les plantes sauvages qui poussent autour de chez eux pour créer leur premier « herbier bitume ». En 2018 déjà, ils avaient développé une signalétique grand-parisienne pour mettre en valeur les points d'intérêt en balade. Aujourd'hui, ils plaident pour l'installation d'une carte des forêts franciliennes accessibles en train sur les grilles des parcs et jardins de Paris et de la petite couronne. Toutefois, en prenant leur revanche sur le surtourisme, les microaventures pourraient souffrir à terme des mêmes dérives. Lors du déconfinement au mois de mai, l'afflux en forêt de Fontainebleau était tel qu'il y a eu des embouteillages de randonneurs. ●

ROMANE BONNEMÉ

TÉMOIGNAGE

« CONSTRUIRE LA VILLE INCLUSIVE »



JULIEN L.

ALICIA LUGAN, 27 ans, urbaniste, travaille sur la question du genre dans les espaces publics.

« Je travaille sur la question du genre dans l'espace urbain, qui a connu un vrai développement récemment. J'ai été sensibilisée à ce thème par mes lectures et mes stages. Dans le cadre d'un projet mené par l'association Les Urbain.e.s à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), on m'a demandé de produire une coupe de la ville pour mettre en relation le paysage et les usages qu'en ont les femmes. A partir

des données récoltées sur site par l'association et de notre analyse, nous avons pu formuler des préconisations. Par exemple, pour allonger le temps qu'elles passent dehors, installer des bancs devant l'école et fermer la rue aux voitures pour leur permettre de discuter pendant que leurs enfants jouent en sécurité.

Après mon master « alternatives urbaines, démarches expérimentales et espaces publics » à l'Ecole d'urbanisme de Paris (EUP), j'ai été embauchée à City Linked, une agence de conseil en stratégie urbaine qui aimerait porter la question du genre auprès des aménageurs. Comme ils interviennent très en amont sur les projets, ils pourraient intégrer dès l'élaboration du cahier des charges pour la conception d'un quartier.

Mais cela reste un sujet sensible et, pour toucher un maxi-

mum d'acteurs, il faut trouver le bon positionnement. L'agence élargit son approche à l'ensemble des publics souvent oubliés : les femmes, mais aussi les seniors, les personnes en situation de handicap, les enfants, les précaires.

On va conduire une enquête dans une commune et émettre des propositions. C'est expérimental, mais très stimulant. C'est un bon moyen de renouer avec la participation des habitants, qui me passionne.

Par la suite, j'ai envie de passer au stade opérationnel et de transcrire tout ce qu'on aura appris dans la conception de projets urbains. Pour cela, il faut convaincre : collectivités, aménageurs, promoteurs. Ce n'est pas gagné, mais c'est un beau challenge. Pour construire la ville inclusive, on aura besoin de tout le monde. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉ. PE.

TÉMOIGNAGE

« DES PROJETS AVEC ET POUR LES USAGERS »



RODOUPE ESCHER POUR « LE MONDE »

TIPHAÏNE BERTHOMÉ, 29 ans, architecte, conçoit des lieux et des espaces dans une perspective écologique, avec la participation des usagers.

« Cancan, c'est le nom du collectif qu'on a fondé à la sortie de l'Ecole nationale supérieure d'architecture et du paysage de Bordeaux, en 2016, avec une vingtaine de copains, issus pour la plupart de ma promo. On souhaitait défendre nos valeurs, en particulier le respect de l'environnement, sans passer par la case agence.

A la fin de ma licence 3, j'ai eu envie de tout arrêter. J'ai eu l'impression de m'être éloignée de l'architecture telle que je l'avais fantasmée plus jeune, que j'imaginai comme quelque chose de très humain. C'est un stage au sein d'une petite agence, puis un chantier associatif au Burkina Faso qui m'ont aidée à comprendre la manière dont je voulais pratiquer ce métier. A mon retour à l'école en master 1, je me suis impliquée dans des recherches sur les matériaux de construction et la participation des habitants dans les projets.

A la fin de mes études, je suis partie six mois en échange avec une amie dans une école d'architecture camerounaise. Sur place, on a conçu une halle polyvalente pour un village qu'on est revenues construire un an plus tard de manière participative. J'ai alors réalisé que je pouvais mener ce type de projet plus près de chez moi.

C'est ce que je fais à travers Cancan, qui rassemble des architectes mais aussi des designers, des artistes et des géographes. Un projet est mené par au moins deux membres du collectif avec et pour les usagers. Depuis le lancement, on en compte un peu plus de 100 à notre actif, de la réhabilitation de l'intérieur de bâtiments à la conception/fabrication de mobilier ou d'œuvres d'art, en passant par l'occupation de friches foncières et de zones délaissées.

On vient de terminer la réhabilitation d'un appartement, avec des matériaux biosourcés, issus pour partie du réemploi. On essaie d'en intégrer de plus en plus. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉCILE PELTIER

lors de sa première expérience en agence. « On nous a appris à être très attentifs au contexte. On a eu des cours approfondis sur les comportements, la manière d'habiter. Et soudain, pour démarrer dans le milieu, on nous demande de nous fonder dans une surproduction de masse de moindre qualité », regrette celui qui s'était spécialisé, durant sa formation à Paris-Belleville, dans « l'architecture de reconquête », marquée par une forte considération pour les territoires délaissés et le développement durable.

Déprimé à l'idée de « rayer tout ce pour quoi il a été formé », Thibault a quitté Paris pour travailler un temps pour une association qui s'occupe de la restauration de patrimoine oublié. « Je ne faisais plus tellement d'architecture à proprement parler, mais j'avais la sensation d'être utile, cela m'a redonné confiance. » Il a ensuite trouvé l'agence Upsilon Architectes Ingénieurs, dans laquelle il se sent à sa place. « On me laisse des responsabilités. J'ai l'occasion d'imprimer ma marque sur des projets et de pousser les questions qui me tiennent à cœur. »

D'AUTRES VOIES POSSIBLES

L'impact social et politique de son travail, Feda Wardak ne se voyait pas le laisser de côté. Déçu lui aussi par ce qu'il découvrait, lors de stages, d'un métier souvent tourné vers « la prestation » et la « rentabilité », il a cherché à s'affranchir de la voie classique dès la sortie d'école. Son « issue », il l'a trouvée dans la création d'une agence d'un genre nouveau, nommée Aman Iwan, couplée avec un « laboratoire de recherche qui vient nourrir la conception de nos projets », nous explique-t-il depuis la forêt de Bondy, entre Clichy-sous-Bois et Montfermeil (Seine-Saint-Denis).

Là, pour les Ateliers Médicis, il réalise le montage d'une grande cabane et d'une exposition culturelle, qui interrogent la « pression foncière » exercée sur la forêt. « C'était important pour moi de faire une architecture qui pense les espaces politiques et ce qu'on en fait », souligne-t-il. Mais ce ne fut pas sans risque : si désormais son agence est enfin à flot, Feda, aujourd'hui âgé de 29 ans, a mis trois ans avant de pouvoir se verser un véritable salaire et s'est beaucoup endetté.

« Il est frappant de voir que de plus en plus de jeunes, peu séduits par le salariat d'agence, finissent par s'orienter vers d'autres voies : la médiation, la programmation, la recherche en architecture... », observe la sociologue Laura Brown, qui note aussi un début de « métamorphose » dans le monde des agences, qui proposent peu à peu d'autres modèles. Comme Caroline Lot Menanteau qui, décidée à « avoir une vie en dehors du bureau », marque son refus ferme de la « charrette » dans son cabinet. Un équilibre que viennent chercher de nombreux jeunes architectes dans ses boudoirs. ●

ALICE RAYBAUD



APPRENDRE À BÂTIR UNE VILLE DURABLE

Ecoles d'architecture, de design, d'urbanisme, d'ingénieurs... les formations s'adaptent pour répondre à une demande d'espaces urbains plus verts, inclusifs et connectés



Ecoquartier Clichy-Batignolles, à Paris.

ÉMILIE LUIDER/REA

Dans les écoles d'architecture, d'ingénieurs, d'urbanisme ou de design, un nouveau paradigme, jadis périphérique, devient peu à peu central. Celui d'une ville plus durable, plus frugale et inclusive, utilisant la technologie à bon escient. Une nouvelle vision en phase avec les aspirations de nombre d'étudiants et de jeunes diplômés.

Cette nouvelle ère s'exprime, du côté des formations en architecture, par la réalisation de projets à base de matériaux biosourcés ou recyclés. Dans les masters en urbanisme, les étudiants apprennent à raisonner à partir de l'existant en réutilisant des bâtiments, en testant de nouvelles formes d'occupation plus transitoires. A l'Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage (Ensap) de Bordeaux, ils travaillent depuis déjà quelques années dans un atelier avec l'Institut supérieur aquitain du bâtiment et des travaux publics (ISA BTTP), une école d'ingénieurs située à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), afin de concevoir des bâtiments plus efficaces sur le plan énergétique. Une double culture qui a été utile à Bénédicte pour imaginer, avec deux autres camarades, un projet de quartier écologique primé par le concours d'architecture de Saint-Gobain, destiné aux étudiants : « Nous avons essayé de mettre le bon matériau au bon endroit », souligne-t-elle. Et quand on n'a pas d'autre choix que d'utiliser du béton, on fait attention à ce que ce soit optimisé le plus possible. »

La ville plus durable est aussi une ville davantage tournée vers l'usager. Les formations tentent de valoriser la prise en compte des habitants dans la fabrique et la gouvernance de la ville, comme au sein du master « alternatives urbaines et démarches expérimentales » de l'Ecole d'urbanisme de Paris. Ce cursus offre à des étudiants issus d'horizons divers – ingénierie, architecture, urbanisme, géographie, etc. – une formation à la conception d'espaces publics, aux méthodes de participation citoyenne ou encore à l'intégration du genre dans l'aménagement urbain. L'originalité du master, ce sont les ateliers hors les murs, où les étudiants réalisent leur projet. Pauline, 26 ans, qui a intégré ce master après une formation dans une école de paysage, a effectué un stage au sein d'un programme d'urbanisme participatif à Bagneux (Hauts-de-Seine). « L'idée est d'ouvrir sur le chantier d'un futur lycée un tiers-lieu, où les habitants du quartier peuvent contribuer à dessiner les contours de ce futur équipement », explique-t-elle.

Emblématiques d'un nouvel urbanisme plus ouvert, les tiers-lieux nés ces dernières années dans les interstices de la ville s'invitent dans les cursus d'urbanisme,

d'architecture, de design ou les écoles d'art. L'association Yes We Camp, pionnière en France dans l'occupation éphémère de lieux, a créé, avec les agences Ancoats et Codesign-it, un diplôme universitaire (DU) « espaces communs » porté par l'université Gustave-Eiffel. « Les tiers-lieux que nous inventons sont, pour les étudiants et jeunes diplômés que nous accueillons en stage ou en service civique, une formidable école buissonnière », s'enthousiasme le fondateur de Yes We Camp, Nicolas Detric. Dans ce nouveau diplôme, qui s'adresse à des professionnels, pas de cours magistraux ni de TD, mais une formation sur mesure composée d'ateliers thématiques (la gouvernance, les normes, le design d'espace...), et des séances immersives au sein de tiers-lieux.

CULTURE ET NATURE

Ce souci de mieux prendre en compte les habitants se traduit également par l'apparition de formations au carrefour de l'urbanisme et de la création. Le master « projets culturels dans l'espace public » de l'université Panthéon-Sorbonne forme les étudiants à la conception de projets au plus près de la population, en lien avec des artistes et des acteurs culturels. Après Montreuil et Clichy-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, les étudiants planchent cette année sur le quartier Anatole-France, à Nanterre. Leur mission : imaginer un moyen artistique ou culturel (design, street art, arts visuels, microaménagements, jeux...) facilitant l'implication des habitants dans un projet de rénovation urbaine destiné, d'ici deux ans, à changer profondément le visage du quartier.

Les designers, spécialistes des usages, mettent aussi de plus en plus leur démarche au service de la ville. Plusieurs écoles ont créé des spécialités dédiées. C'est le cas de l'Ecole de design Nantes Atlantique, avec son master « design urbain », ou de Strate Ecole de design, avec son master « smart city ». Ici, il s'agit d'apprendre à se poser les bonnes questions afin d'imaginer des innovations qui facilitent la vie des citoyens. « C'est un travail d'écoute des acteurs, de prototypage dans une logique de coconstruction, avec beaucoup d'allers-retours où on se trompe, on recommence », résume Nathan, fraîchement diplômé du master « smart city » de Strate. Dans le cadre de son projet de fin d'études, il a imaginé un système de communautés pour familles monoparentales, fondé sur le partage d'espaces et d'outils, financés grâce à un programme d'économies d'énergie des logements.

LA QUESTION DES DONNÉES ET DE L'UTILISATION DU NUMÉRIQUE EST MIEUX PRISE EN COMPTE DANS LES CURSUS

Autre tendance en plein développement dans ces cursus : l'intégration de la biodiversité en ville, de la création de forêts urbaines à la conception de bâtiments végétalisés. Le master « biodiversités et aménagements des territoires », créé en 2019 par le Muséum d'histoire naturelle, forme des « écologues urbains », spécialistes des écosystèmes naturels citadins, qui mettent leurs compétences au service d'institutions publiques ou de collectivités, d'aménageurs ou d'agences.

Les écoles d'agronomie, de leur côté, s'attellent depuis quelques années à l'enjeu de l'agriculture urbaine. AgroParisTech a lancé le mouvement en 2014, avec une spécialisation dans ce domaine. A l'ISA de Lille, le nouveau module qui sensibilise les étudiants aux contraintes spécifiques de l'agriculture urbaine – prix du foncier, présence d'habitants, complexité des



A l'Ecole d'architecture de la ville & des territoires, à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), en juin 2015. MYR MURATY/DIVERGENCE

1930

C'est, en euros, le salaire net mensuel moyen d'un jeune diplômé de master travaillant dans le domaine de l'urbanisme, selon la dernière enquête du Collectif national des jeunes urbanistes, parue en octobre. Ce sont les établissements publics fonciers et d'aménagement qui offrent les salaires les plus élevés.

65%

C'est la part de femmes parmi les diplômés des masters en urbanisme.

« Les jeunes diplômés ont une conscience politique et sociale forte »

Entretien Mathieu Zimmer, de l'agence Deux Degrés, et Simon Laisney, de Plateau urbain, défendent un aménagement frugal et participatif

Is incarnent une nouvelle génération de jeunes qui veulent changer la ville. Mathieu Zimmer, 36 ans, et Simon Laisney, 32 ans, ont mis à profit les enseignements et l'esprit critique acquis au cours de leurs masters d'urbanisme pour « hacker » le système. L'un est à la tête de l'agence bordelaise Deux Degrés, qui veut faire « du projet urbain à partir du quotidien » et édite des livres (*Le Petit Paris* a obtenu le Grand Prix du livre d'architecture en 2015). L'autre a créé Plateau urbain, une « coopérative d'urbanisme transitoire » parisienne. Leur credo : un urbanisme de terrain, frugal, parfois temporaire, centré sur les habitants. Des principes qui font mouche auprès d'une nouvelle génération d'étudiants et de jeunes diplômés en quête d'un emploi, mais aussi d'un engagement. Et de nouvelles approches de plus en plus prises en compte dans les formations.

Vous avez tous deux étudié l'urbanisme sur les bancs de l'université. Qu'est-ce qui vous a donné envie d'emprunter cette voie ?

Mathieu Zimmer : Gamin, j'étais fasciné par les chantiers, les grues et *[le jeu vidéo] SimCity*. Après le bac, j'ai intégré l'école d'architecture de Toulouse. Mais je n'ai pas aimé les études, trop artistiques à mon goût, et j'ai vite bifurqué vers une licence de géo. J'ai continué ensuite en master « stratégie de maîtrise d'ouvrage de projets d'urbanisme » à l'université de Bordeaux. La formation me semblait plus concrète, même si je n'avais pas alors une vision très juste du métier d'urbaniste dans sa diversité. J'ai beaucoup aimé ce master. En particulier les ateliers, qui m'ont vraiment donné envie de me tourner vers la conception.

Simon Laisney : Le déclencheur a été des lectures. En prépa littéraire, *La Géographie du XX^e siècle* de Paul Claval [*L'Harmattan, 2003*] m'a passionné. J'ai découvert que mon environnement pouvait faire l'objet d'une analyse scientifique. Puis en licence d'histoire-géo, l'ouvrage de François Ascher *Les Nouveaux Principes de l'urbanisme* [Éditions de l'Aube, 2001] a fini de me convaincre de faire de l'urba. J'ai passé un concours pour intégrer le magistère « Urbanisme et aménagement du territoire » de l'université Panthéon-Sorbonne qui débouchait sur un master 2. J'ai aimé sa

dimension assez intellectuelle, presque politique. J'y ai appris à écrire et forgé mon esprit critique. Certains vous diront que c'est une formation trop théorique, moi je pense que ces qualités sont essentielles ; la technique vient ensuite. J'ai regretté en revanche qu'il n'y ait pas davantage d'entrepreneurs parmi nos intervenants. Ce sont eux aussi qui font bouger la ville.

Vous avez tous deux rapidement créé vos structures, qui rompent avec les méthodes classiques de l'urbanisme. Quel a été le déclencheur ?

M. Z. : J'ai fondé le site Internet Deux Degrés à la sortie de mes études. Comme pas mal de diplômés de ma génération, j'ai commencé par une période de chômage. J'étais frustré de ne pas pouvoir mettre en pratique les convictions que je m'étais forgées, et proposer une alternative aux mauvais copier-coller qu'on voyait partout. Après deux ans à la mairie de Périgueux à piloter des opérations trop grosses et trop chères pour la ville, j'ai lâché mon boulot pour fonder en 2013 l'agence Deux Degrés avec deux copains de promo. Notre livre *Le Petit Paris*, très critique à l'égard de l'urbanisme grandiloquent version Grand Paris, venait de sortir. Pas mal d'étudiants et de professionnels se sont reconnus dans cet ouvrage, ça faisait du bien d'entendre des urbanistes râler.

Cernant l'agence, l'idée était de tisser des ponts entre les collectivités et les habitants et de les aider à construire des projets sur mesure, plus frugaux. Aujourd'hui, c'est une coopérative de six personnes : urbanistes, géographes, designers, illustrateurs. On aide les aménageurs à formuler leur projet et à l'expliquer au grand public, à travers

« GARE AUX EFFETS DE MODE ! LE TIERS-LIEU N'EST PAS LA SEULE MANIÈRE PERTINENTE D'EXERCER EN TANT QU'URBANISTE »

MATHIEU ZIMMER

« AUJOURD'HUI, LES MASTERS S'OUVRENT DE PLUS EN PLUS À LA PARTICIPATION CITOYENNE, À L'URBANISME TRANSITOIRE »

SIMON LAISNEY

des documents, des illustrations, on fait participer les habitants et on suit les projets dans la durée.

S. L. : Plateau urbain est né de la volonté de proposer une alternative à la marchandisation de la ville observée pendant mes premières années dans l'immobilier. À la fin de mes études, faute de réseau dans l'urbanisme, je me suis résolu à prendre un poste de chargé d'études dans une agence de conseil en immobilier d'entreprise. Après mon licenciement économique, j'ai eu besoin d'un métier qui ait du sens. Je me suis dit : « Soit je pars à l'étranger, soit j'essaie de faire bouger les lignes en montant mon association. » C'est ce que j'ai fait avec Plateau urbain. L'idée était de proposer des espaces pas chers à des entrepreneurs et des artistes, en occupant les millions de mètres carrés d'entrepôts ou de surfaces vides que compte l'Île-de-France.

Vos structures défendent une approche interdisciplinaire et participative. Ces dimensions sont-elles prises en compte dans les formations ?

M. Z. : Oui, ces questions, qui émergeaient seulement il y a dix ans, commencent à s'imposer un peu partout.

S. L. : Par exemple, la « programmation ouverte » – cette idée qu'une présence et des activités sur un lieu permettent de révéler ses potentiels usages futurs – que nous défendons très fort, fait partie des choses qu'on nous a enseignées sans nous dire qu'on devait y croire. Aujourd'hui, les masters s'ouvrent de plus en plus à ce type d'approche, à la participation citoyenne, à l'urbanisme transitoire.

A quoi les étudiants et jeunes diplômés avec lesquels vous travaillez aspirent-ils ?

S. L. : Ils manifestent une conscience politique et sociale plus forte que celle de notre génération, et veulent à tout prix un travail qui ait du sens. Ils sont aussi moins « bling-bling ». Il y a dix ans, on allait tous travailler en agence ou dans une grande institution. Aujourd'hui, ils ont accès à une nouvelle palette de structures, comme les nôtres, davantage fondées sur l'engagement. Le format coopératif de Plateau urbain, le côté terrain et cette culture qui nous pousse à questionner nos pratiques les attirent beaucoup. Mais attention aux clichés ! Derrière une image un peu fantasmée de l'urbanisme transitoire, ils découvrent aussi les difficultés à mener un urbanisme solidaire.

M. Z. : J'ajouterais qu'ils sont attachés comme nous à une certaine flexibilité des horaires et des modes décisionnels. Mais ils disposent, grâce à l'évolution des formations, de davantage d'outils de référence et d'une vision plus internationale. Beaucoup d'étudiants qui ont fait des stages à l'étranger veulent faire du « *placemaking* » [*fabrication de lieux*], une conception anglo-saxonne qui vise à impliquer les futurs usagers dans la fabrique d'un lieu, de sa conception à sa gestion. Mais, comme Simon, je dirais : gare aux effets de mode ! Le tiers-lieu n'est pas la solution à tous les problèmes, ni la seule manière pertinente d'exercer en tant qu'urbaniste.

Quand vous intervenez devant des étudiants, que cherchez-vous à leur transmettre ?

M. Z. : Les urbanistes ont tendance à communiquer sur les projets qui ont fonctionné. Moi, j'aime bien insister sur ce qui n'a pas marché, c'est formateur. Je les emmène aussi sur le terrain parler aux usagers et les incite à oublier leur vision un peu simpliste, avec d'un côté les « gentilles » collectivistes et de l'autre les « méchants » promoteurs. Il faut une vision globale des acteurs pour faire bouger les lignes.

S. L. : J'essaie aussi de leur apprendre à construire des modèles économiques et à casser leurs certitudes. Mais surtout, je les invite à ôter de temps en temps leurs lunettes d'urbanistes pour retrouver cet œil neuf qui permet d'épouser le point de vue de l'usager. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉ. PE.

TÉMOIGNAGES

« LE BIG DATA POUR DE NOUVEAUX SERVICES »



ALAN FRANQUET

ALAN FRANQUET, 28 ans, est « smart city manager ». Un métier qui allie analyse de données, cartographie et gestion de projet.

« Quand je dis que je suis chef de projet smart city [*ville intelligente*], on me regarde avec des yeux ronds. Ma fonction, au carrefour du big data et de la gestion de projet Web, est encore assez nouvelle. Je travaille depuis juin 2019 chez Siradel, une entreprise renaissance du groupe Engie.

Ces dernières années, les masters liés au management de la smart city ont commencé à se développer, mais les voies d'accès restent très variées. Moi, j'ai fait une prépa littéraire, suivie d'une licence d'histoire-géo et d'un master en géographie et cartographie à l'université Rennes-II, en partenariat avec Agrocampus. C'est une formation très complète, cen-

trée essentiellement sur la carto, l'informatique et l'analyse de données.

Chez Siradel, on est spécialisés dans la technologie du jumeau numérique : une représentation virtuelle de l'écosystème urbain dans toutes ses dimensions – bâtiment, transport, sécurité, etc. En ce moment, je participe au développement de Smartidf.services. Cette plateforme de la région Île-de-France permet de trouver son espace de coworking, son itinéraire vélo, sa recyclerie ou encore de calculer sa production d'énergie si on installe des panneaux solaires sur son toit.

Mon boulot est passionnant. En tant que chef de produit, j'accompagne la conception de nouveaux services, je suis à l'interface entre les développeurs, les graphistes et le client. Je m'occupe aussi de la gestion des données qui vont alimenter le site. Il s'agit de trouver les bons jeux de données, de vérifier qu'elles sont pertinentes, qu'on a les autorisations nécessaires pour les utiliser... Ce n'est pas toujours facile. Je dois m'assurer que le travail est fait en temps et en heure, dans le respect du budget alloué. C'est la partie qui peut être la plus stressante. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉ. PE.

« DÉVELOPPER LE VÉHICULE AUTONOME »



PS

PIERRE MÉDARD-COLLIARD, 25 ans, ingénieur, travaille sur le déploiement de navettes électriques autonomes.

« Je suis chef de projet depuis deux ans chez Berthelet, un opérateur de transport rhodanais. Quand j'ai intégré l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat, j'étais focalisé sur le bâtiment, les grandes infrastructures. Puis je me suis passionné pour les transports. J'aime l'idée de faire gagner du temps aux gens.

On avait un peu abordé la question du véhicule autonome à l'école. Mais c'est un stage chez Supraways, une start-up lyonnaise, qui m'a initié aux modes de transport intelligents. Je devais évaluer des possibilités d'implantations pour son système de cabines solaires autonomes, reliées à un rail suspendu.

Cette expérience m'a ouvert les portes de Berthelet. On fait circuler de petites navettes électriques fabriquées par le français Navya sur des trajets pré-définis. Un opérateur de sécurité reste à bord pour accueillir les passagers et s'assurer du fonctionnement du véhicule. Demain, on pourrait imaginer que la navette soit supervisée à distance.

Sur une zone d'activité à Meyzieu-Jonage, on expérimente une navette autonome sur route, la première ouverte à Lyon et la première que je mettais en œuvre. Ça m'a beaucoup stressé ! Pour faire circuler une telle navette, il faut une dérogation de l'Etat, le code de la route l'interdisant. Puis, le constructeur réalise la carte du site, l'intègre dans la mémoire du véhicule et on passe aux tests. Il y a plein de défis techniques à surmonter, c'est très stimulant.

Je participe aussi, dans le cadre d'un consortium public-privé, au projet national « expérimentation de véhicules routiers autonomes ». Cette technologie doit progresser pour gagner en fiabilité, autonomie et vitesse. D'ici peu, elle fera partie de nos vies. Pas en mode Big Brother, mais comme un moyen écologique de faciliter nos déplacements. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉ. PE.

modèles économiques... – rencontre un franc succès auprès des étudiants même si, confie Paul, en quatrième année, « la fonction nourricière convainc moins certains de mes camarades que la dimension pédagogique ou sociale ».

BÂTIMENTS « INTELLIGENTS »

Quant aux formations qui touchent à la mobilité en ville, il y est question, au-delà des infrastructures et des modes de transports, de logiques de déplacements et d'aménagements urbains, de véhicule électrique et autonome, et, bien sûr, de l'enjeu des données, qui révolutionne le secteur. Le master « mobilité durable » de l'université Paris-Saclay a reçu, après le premier confinement, une avalanche de candidatures. « Il y a dix ans, nos étudiants aimaient fabriquer des routes, aujourd'hui, ils ont compris qu'elles étaient faites pour se déplacer sur des territoires », résume Nicolas Chiabaut, enseignant à l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat.

L'adaptation des formations aux nouveaux métiers de la ville s'accompagne enfin d'une meilleure utilisation du numérique. Avec, à la clé, la promesse d'une gestion optimisée de la consommation énergétique des bâtiments dits « intelligents », des déchets ou de la mobilité. La technologie du « jumeau numérique », sorte d'avatar numérique, permet d'appréhender l'écosystème urbain dans sa complexité et d'en assurer, grâce à des simulations, un pilotage plus fin. Les écoles d'ingénieurs ont été les premières à investir le sujet en proposant des masters spécialisés (bac + 6) dans la « smart city ». Récemment, ces cursus ont évolué pour s'adapter à la nouvelle vision de la « ville intelligente », plus sobre et plus humaine, alors que le récent abandon du projet Google à Toronto a montré les craintes que cette « smart city » suscite en matière de respect de la confidentialité des données et de la vie privée. Certains établissements cherchent à aiguïser l'esprit critique de leurs étudiants, à l'image de l'Ecole des ponts ParisTech : son master spécialisé « ingénierie et management des smart cities » est ainsi en pleine refonte pour intégrer davantage ces questionnements.

Enfin, les formations de l'architecture et du bâtiment s'ouvrent au « building information modelling » (BIM), une nouvelle méthode utilisant les données, porteuse de nouvelles possibilités en matière de conception et d'exploitation des bâtiments. Cette démarche « permet de construire des projets très élaborés sur le plan architectural, tout en optimisant les process et en diminuant les déchets », estime Karim Beddier, responsable régional recherche et innovation à CESI. Cette école d'ingénieurs a été l'une des premières à lancer un master spécialisé « management de projets de construction – BIM ». Avec, derrière, des embauches assurées. ■

CÉCILE PELTIER

ŒNOLOGIE, SOMMELLERIE, PARFUMERIE

METTRE SON NEZ À L'ABRI

Les étudiants craignent d'être privés de l'odorat par le Covid-19. Les formations s'adaptent

Pour Florian, 23 ans, le monde est devenu « un peu fade ». Depuis qu'il a contracté le Covid-19 en août, cet étudiant en œnologie doit se passer des odeurs qui, avant, lui procuraient une émotion ou lui évoquaient un souvenir. S'il s'est totalement remis de la maladie, le jeune Annécien n'a retrouvé « qu'entre 10 % et 20 % » de son odorat. Pour ce petit-fils de chef étoilé, tombé dans le bouillon de l'hôtellerie-restauration enfant et passionné de vin, c'est un coup dur. « Ce qui surprend le plus, c'est la soudaineté de cette anosmie et son intensité », souligne-t-il.

Les choses semblent pourtant s'améliorer, lentement. Un progrès qu'il doit à un entraînement personnel. Deux fois par jour, pendant cinq à dix minutes, il hume les différents parfums d'un coffret de 54 flacons, acheté lorsqu'il était étudiant à l'Université du vin de Suze-la-Rousse (Drôme). Fruits et épices qu'aparavant il pouvait sentir à trente centimètres ne lui dévoilent désormais qu'un arôme timide, même au plus près de son nez. Un niveau insuffisant pour intégrer en janvier 2021 la formation en œnologie qui le fait tant rêver, et qu'il devait déjà rejoindre en septembre. « Est-ce que je vais pouvoir envisager une carrière dans ce domaine, si je ne retrouve pas entièrement mes sens ? », s'interroge Florian, qui compte sur son ORL pour fixer le cap de ses prochains mois.

Comment se former, envisager une carrière dans un domaine où l'odorat est central, mais dont la maîtrise est menacée ? Symptôme fréquent du Covid-19 et plus particulièrement chez les jeunes, l'anosmie touche de 70 % à 85 % des personnes atteintes d'une forme légère à modérée de la maladie, d'après une récente étude européenne menée sur 1300 patients conjointement par Jérôme Lechien, du service ORL de l'hôpital Foch à Suresnes (Hauts-de-Seine), et Sven Saussez, ORL et chercheur à l'université de Mons (Belgique). Selon cette même analyse, « de 75 % à 85 % des patients qui perdent l'odorat le récupèrent deux mois après la fin de la maladie ». Pour les autres, c'est plus long.

« OUTIL DE TRAVAIL »

Un tempo qui perturbe les étudiants utilisant leur nez au quotidien. « Nos élèves touchés par le virus mettent du temps pour retrouver leur odorat ! Mais ça a l'air de s'améliorer au bout de plusieurs mois », constate Pierre-Louis Teissedre, responsable du diplôme national d'œnologie à l'Institut des sciences de la vigne et du vin (ISVV) de l'université de Bordeaux.

Emma, 24 ans, qui se forme en sommellerie au lycée hôtelier de Dinard (Ille-et-



CHIARA DATTOLA

Vilaine), n'a pas perdu son odorat, mais le Covid-19 la prive de la formation attendue. Comment se faire un palais en visio ? « Avec le confinement, tous les TP sont arrêtés », déplore-t-elle. L'étudiante s'accroche et tente de mettre elle-même en pratique ce qu'elle apprend en cours. « Au début, j'ai acheté des vins pour m'entraîner à décrire leur robe, leur odeur, leur goût. Mais c'était intenable, je me suis retrouvée avec quatre bouteilles entamées dans mon frigo que je ne voyais mal boire toute seule. »

Sans professeur, loin de son entourage, la jeune sommelière n'a personne pour

« LES ÉTUDIANTS DOIVENT SANS ARRÊT ÉDUCER LEUR NEZ, IL FAUT L'ENTRAÎNER COMME UN MUSCLE »

CHANTAL ARTIGNAN
directrice de l'ESP de Grasse

l'aiguiller lors de ses dégustations improvisées. « Avec mes parents, j'aurais pu débattre », lance celle pour qui le vin est une histoire de famille. Chez les Dupvinitz, grands amateurs, les analyses sensorielles sont un jeu de devinettes, centré autour de la question du « qui sent quoi ? ». Championne en la matière, Emma s'était rendu compte qu'elle discernait plus d'arômes que les autres et qu'elle était dotée d'un odorat très développé, presque « un don ». L'odorat, c'est son projet professionnel, son « outil de travail », et ce qui donne du « sens » à sa vie, explique-t-elle. Alors, l'apprentie sommelière redoute plus que tout d'attraper la maladie.

Hantée par la même peur qu'Emma, Eva a fait un choix radical. « Je ne sors quasi plus de chez moi, confie l'étudiante en troisième année de valorisation et commercialisation de la plante, à l'école supérieure du parfum (ESP) de Grasse. Je n'ai pas envie de rater mon passage en master, car je ne serais plus capable de reconnaître des odeurs. » Jasmin, fleur d'orange, rose centifolia... Dans sa famille, on travaille dans le parfum depuis quatre généra-

tions. C'est son père qui lui a fait découvrir les fleurs emblématiques grassoises et qui, très tôt, a aiguisé son odorat.

LE CASSE-TÊTE DES TP

Désormais, c'est depuis chez elle qu'Eva poursuit ses cours d'olfaction. Un exercice qui n'a plus lieu en présentiel, mais pour lequel l'ESP assure la continuité à distance. Une vingtaine de « marmottes », des petits flacons de 3 millilitres renfermant des notes florales, ont été distribuées à chaque élève. « Les étudiants doivent sans arrêt éduquer leur nez, il faut l'entraîner comme un muscle », explique Chantal Artignan, directrice de l'ESP de Grasse et de Paris. Pour le cursus parisien, en revanche, les travaux pratiques sont maintenus, avec un protocole strict et une jauge limitée à 50 % des effectifs dans les laboratoires. « Nous avons regroupé les TP pour que les étudiants ne se rendent à l'école qu'une fois tous les quinze jours. »

Une organisation similaire à celle instaurée par l'Institut universitaire de la vigne et du vin (IUUV) de l'université de Bourgogne. « La dégustation est le seul

moment où l'on est obligé d'enlever nos masques », décrit Fabian, qui profite de cet instant convivial pour mettre des visages sur les noms de ses camarades de promotion. En première année du diplôme national d'œnologie, le jeune homme de 21 ans a ressenti un « soulagement » à l'annonce par le gouvernement du maintien des travaux pratiques dans les universités, le 29 octobre dernier. Et qu'importe que ses TP de dégustation soient un peu « bricolés », ils ont le mérite d'exister.

Les outils pédagogiques s'adaptent. « Le coffret de petits flacons, à mettre près du nez et à passer à chaque étudiant, est devenu inutilisable », indique Fabian. Leur professeur leur concocte donc, dans des bouteilles plastique, un peu moins d'une dizaine d'arômes à chaque cours. « Il fait de son mieux pour se rapprocher des odeurs du vin, mais, parfois, lui-même ne reconnaît pas l'arôme », plaisante Fabian, impatient de rejoindre l'Association des étudiants en œnologie et viticulture en Bourgogne, réputée pour organiser des dégustations grand public. Une attraction sur laquelle lui et ses camarades doivent, depuis septembre, faire une croix.

« Ça fait partie des activités connexes au diplôme qui permettent aux étudiants de se former », regrette Alexandre Hervé, responsable de la formation d'œnologie à l'IUUV. En charge du « petit domaine universitaire de trois hectares », l'enseignant a aussi annulé les portes ouvertes prévues le 5 décembre, moment-phare au cours duquel les jeunes sont chargés de faire découvrir les vins du vignoble. Au lycée hôtelier de Dinard, les apprentis sommeliers ne peuvent, eux, plus s'exercer au restaurant d'application, depuis sa fermeture aux clients extérieurs. Une déception de plus à surmonter. « On réfléchit à un nouveau dispositif pour que nos élèves s'entraînent autrement », glisse Christine Facca, responsable de la mention sommellerie.

En cette période de crise sanitaire, qui pèse sur le déroulement des formations, innover reste l'unique option. A Dinard, deux rencontres avec des vignerons se dérouleront en visioconférence avec dégustation à distance. Une première. « Tout le monde préfère le présentiel, car c'est plus convivial, admet Pierre-Louis Teissedre, de l'ISVV bordelais. Mais, dans le cas où on ferait face à ce genre de situation plus souvent, il faudra trouver d'autres possibilités : la dégustation à distance en est une. »

Les dégustations, Florian y reprend doucement goût. « Le vin en bouche revient un peu, mais c'est sûr que je ne sors pas mes plus grands vins... J'ai tiré une croix sur 2020. J'espère que 2021 sera meilleure. »

ROMANE PÉLLEN

HABITAT SOLIDAIRE

COLOC ÉPHÉMÈRE AU PIED DU LOUVRE

Ils sont vingt-cinq à vivre dans un immeuble racheté par la Ville de Paris, avant sa transformation en logement social

C'est une bulle hors du temps, un îlot qui se détache du chaos ambiant. A quelques pas de la pyramide du Louvre, dans le 1^{er} arrondissement de Paris, on se prépare pour le cours de danse du mardi soir. Si l'on respecte autant que possible les gestes barrières, personne ici n'attend le discours du président Macron, qui présentait, simultanément à la chorégraphie de hip-hop, son calendrier de déconfinement. On s'inquiète plutôt de l'organisation de l'anniversaire surprise célébré dans la foulée.

Ils sont vingt-cinq heureux colocataires, âgés de 20 à 37 ans, arrivés rue Jean-Jacques-Rousseau en septembre dernier. Dans un immeuble haussmannien, avec sa large cour pavée et son toit en ardoise, chacun occupe un studio meublé d'une vingtaine de mètres carrés et profite, à l'envi, des mul-

tiples espaces communs du rez-de-chaussée. Une cuisine avec une grande table pour partager les repas ; le coin frigo, rempli des invendus de la Biocoop d'à côté ; la pièce de « coworking » avec piano et tableau blanc. Le tout, version « récup » et seconde main.

Dur d'imaginer qu'il y a encore trois mois, on aurait à peine croisé à qui vive dans ces 1000 mètres carrés. Six appartements étaient habités, les autres vacants depuis deux à cinq ans. Racheté par la Régie immobilière de la Ville de Paris, l'immeuble devrait accueillir, à terme, du logement social. En attendant, avec sa devise « transformons les lieux vides en lieux de vie », l'association Caracol a obtenu un permis d'occupation temporaire de treize mois. L'idée : créer une « colocation mixte et solidaire », entre locaux et réfugiés, malgré la pandémie.

« Le confinement, c'est un accélérateur de liens », observe Simon Guibert, habitant et coordinateur du projet. On passe plus de temps chez soi, on fait plus de choses ensemble, à faire germer des idées... C'est devenu vital. » Diplômé de l'Essec, le jeune homme de 28 ans a d'abord été inspiré par une expérience de colocation à Genève comme étudiant. La Ciguë, coopérative suisse d'habitat participatif, lui avait permis de vivre dans « une grande coloc multiculturelle de douze personnes, avec autant de nationalités que de résidents », se souvient-il, des étoiles pleines ses yeux très bleus.

De retour à Paris, Simon Guibert tente de fuir l'entre-soi, visite des squats d'artistes et des tiers lieux, cherche d'autres manières d'habiter. En 2015, il est frappé par la photo du petit Aylan, cet enfant kurde échoué sur la plage. « On est

très en dessous de nos responsabilités sur l'accueil de nouveaux arrivants, affirme-t-il aujourd'hui. J'ai abouti à une conclusion : nous devons absolument vivre ensemble mais cette volonté reste sous-exploitée, faute de lieux pour le faire. » D'où la création, début 2018, de Caracol qui, en plus de son projet parisien, a investi un loft au Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne), une villa à Toulouse et une maison à La Roche-sur-Yon.

UNE VRAIE PÉPITE

Les occupants de ces « colocs temporaires » paient tous un loyer. Selon l'article 29 de la loi Elan, relatif à l'occupation temporaire de locaux vacants, la redevance est plafonnée à 200 euros pour une personne française, à 75 euros pour une personne réfugiée. Les habitants de Caracol qui le veulent, ou le peuvent, complè-

tent ce montant sous forme de don à l'association.

Étudiants ou jeunes actifs, français ou réfugiés, les membres de la « coloc Rousseau » semblent encore surpris d'avoir déniché une telle pépite. « C'est un peu irréel de vivre ici, admet Joséphine Guibert (la sœur de Simon), 21 ans, en master d'urbanisme à Nanterre. Je passe devant le Louvre désert, jamais je n'aurais imaginé habiter dans ce quartier. » Pour Pauline Terestchenko, fraîchement diplômée de l'ESCP, « le projet représente un modèle de société ». A 25 ans, elle cherche à lancer un studio de danse urbaine, « par les réfugiés et pour les Parisiens ». La coloc devient son laboratoire : ce soir, c'est le danseur Mamadi, demandeur d'asile guinéen, qui vient faire cours en petit comité.

A écouter Youniss Al-Roufaye, 28 ans, cette coloc, c'est même le

début d'une nouvelle vie. Dans son foyer du 17^e arrondissement, le premier confinement a été vraiment éprouvant. « On était trois dans une chambre de 15 m², sans Wi-Fi. J'ai eu beaucoup de mal à suivre mes cours à distance », raconte ce réfugié soudanais, arrivé en France en 2016 et inscrit depuis mars à une formation en alternance pour devenir technicien d'ascenseur. « Depuis que je suis ici, c'est la première fois que j'ai un studio pour moi », se réjouit-il. Pour qui veut, il propose des leçons d'arabe littéraire. Et chaque fois que c'est possible, il rejoint les colocs pour suivre un cours de français. Ce qui compte, c'est le partage, surtout en temps de confinement. Du yoga en visio aux parties de Donjons et Dragons, chacun se serre les coudes pour vaincre l'isolement. ●

LÉA TRIBENEGARAY

ÉTUDES À L'ÉTRANGER

AU QUÉBEC, LE BLUES DES FRANÇAIS

Ils sont plus de 10 000 à se former dans la province canadienne. Isolement, cours en ligne : la déprime gagne, les universités se mobilisent

MONTRÉAL - correspondance

Je vais bien», assure Ilyès à plusieurs reprises, comme s'il tenait à s'en convaincre. Mais, au fil de la conversation, ce Français concède qu'il a «parfois de vrais coups de mou». Assigné à suivre ses cours en ligne dans sa chambre située dans la résidence étudiante de l'université de Montréal, le jeune homme, en troisième année de relations internationales, d'ordinaire débordant d'activité, n'a pas mis les pieds sur le campus depuis plusieurs semaines. Au réveil, il tend le bras pour allumer la caméra de son ordinateur et assiste à son premier cours. C'est reparti pour un jour sans fin. Seule soupape qu'il s'accorde, aller nager trois fois par semaine dans la piscine universitaire, restée ouverte. «Ça me permet d'oublier que la seule chose qu'on ait le droit de faire, c'est de ne rien faire.»

Les Français qui étudient au Québec – ils sont plus de 10 000 – étaient nombreux à avoir profité de l'été pour se ressourcer dans l'Hexagone auprès de leur famille. Mais, en revenant, ils savaient à quoi s'en tenir : dès le printemps, la plupart des établissements d'enseignement supérieur de la province avaient annoncé que, à l'exception de rares travaux pratiques, le semestre d'automne serait assuré à distance.

Mais la perspective de suivre de Metz, Toulouse ou Paris leurs cours en ligne avec six heures de décalage horaire, aussi bien que leur volonté de renouer avec ce qu'ils espéraient être un retour à la normale de la vie étudiante québécoise, les ont souvent poussés à retraverser l'Atlantique. Tous, cependant, n'avaient pas anticipé l'épreuve qui les attendait. D'autant qu'au Québec, comme ailleurs, la deuxième vague de la pandémie a provoqué dès la fin septembre des mesures de restriction sociale : la fermeture des cafés et des restaurants et l'interdiction stricte de recevoir des amis chez soi ont contraint chacun à revivre une solitude imposée, le tout à des centaines de kilomètres de leur entourage familial.

«VOUS ALLEZ BIEN ?»

Jeune Française en quatrième année à HEC Montréal, Juliette confesse, malgré un naturel optimiste, être régulièrement en proie à des crises d'anxiété. «Le fait d'être brimée dans sa liberté et dans sa sociabilité, de ne pas pouvoir se projeter dans son avenir à un âge où on est prêt à conquérir le monde, c'est très dur mentalement», admet-elle. En colocation avec quatre camarades dans un duplex situé dans le quartier du Plateau à Montréal, l'étudiante a la chance d'échapper à l'isolement, «même si parfois c'est la guerre dans l'appartement», s'amuse-t-elle, «parce qu'on est toutes stressées à tour de rôle».

Du point de vue pédagogique, depuis l'expérience du printemps dernier où les professeurs avaient improvisé en catastrophe le basculement de leur apprentissage sur des plates-formes numériques, la situation s'est pourtant

améliorée. «Les profs ont adapté leurs formats de cours et leur évaluation à ces nouveaux outils», témoigne Ilyès. Souvent, ils commencent leurs sessions par un «Vous allez bien?» adressé aux élèves, qui n'a rien d'une formule de politesse mais tout d'une vraie sollicitude. «Il y a pourtant des moments où je lâche l'affaire», concède Salomé, étudiante en commerce électronique. «Entre les cours synchrones et asynchrones, ceux qui se terminent à 22 heures et les devoirs à rendre, j'ai totalement perdu la notion du temps, et je ne parviens plus ni à anticiper ni à m'organiser», regrette-t-elle, reconnaissant avoir «sous-estimé la dureté» de cette rentrée.

Les uns soignent leur blues en passant plus de temps que raisonnable sur des jeux vidéo en ligne. D'autres avouent profiter des bienfaits déstressants du cannabis, en vente libre au Québec. Certains bravent les consignes pour se retrouver en petits groupes sur les campus désertés des universités. Mais l'annonce du suicide d'un étudiant français à Montréal, cet automne, a fait pour tous l'effet d'une onde de choc, en venant souligner leur vulnérabilité. Les établissements ont saisi l'urgence qu'il y avait à communiquer sur leurs dispositifs d'aide et d'écoute, en particulier auprès des étudiants étrangers.

«Nous avons recruté des psychologues et multiplié les activités à distance, comme les ateliers de yoga ou de gestion de l'anxiété, afin de briser l'isolement ressenti par certains de nos élèves», explique Geneviève O'Meara, porte-parole de l'université de Montréal. A l'université Laval à Québec, la rectrice, Sophie D'Amours, a mis en place le programme «Comment ça va?» pour appeler un à un les étudiants internationaux, plus esseulés que les autres, et s'est employée à pallier une autre source d'angoisse : la précarité financière aggravée par la pandémie. «Grâce à une levée de fonds de 1,8 million de dollars, nous distribuons des bons d'achat, payons des factures de logement pour tous ceux qui sont exclus des aides canadiennes», précise-t-elle.

Au Cégep de Drummondville (type d'établissement d'enseignement supérieur postbac), le directeur des affaires étudiantes, Pierre Vigeant, veille tout particulièrement à l'accueil des jeunes Français qui viennent ici avec le statut d'«étudiants-athlètes» pour intégrer l'équipe de football américain : «Nous allons les chercher à l'aéroport, faisons leurs premières courses pour le début de leur confinement obligatoire de

quatorze jours. Nous établissons dès le départ un contact humain, pour qu'ils ne tombent pas dans le désespoir, le temps que la saison sportive reprenne.»

L'université de Sherbrooke est la seule au Québec à avoir choisi de conserver le maximum de cours en présentiel, en organisant des classes en extérieur jusqu'à la fin octobre ou en louant des sous-sols d'église, pour respecter les distances sanitaires. «L'essentiel pour nous», explique Pascale Lafrance, vice-rectrice chargée des relations internationales, «était que les étudiants tissent des liens entre eux et avec les enseignants dès le début, afin qu'ils soient prêts à affronter le reste de l'année.»

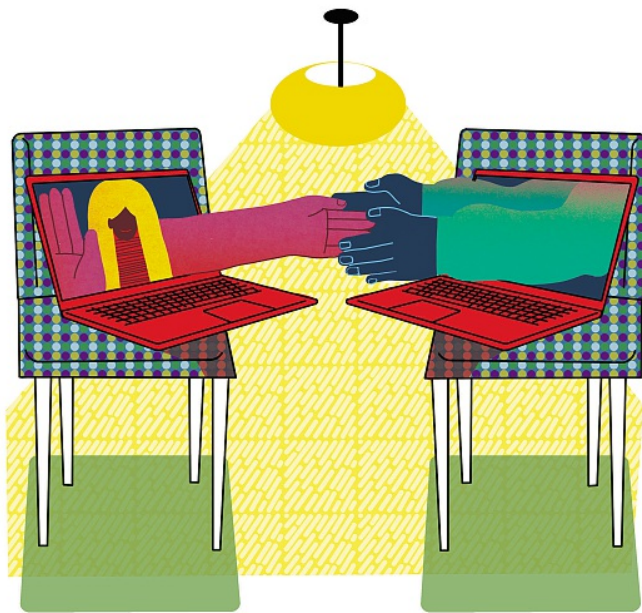
EMBÔCHES ADMINISTRATIVES

Le parcours du combattant imposé par les services d'immigration du Québec et du gouvernement canadien aux étudiants internationaux a été une autre source de stress. Géraldine Forestier, de l'association Union française qui seconde les expatriés, a reçu nombre d'appels de la part de jeunes Français «démunis ou en colère face au flou artistique dans lequel ils étaient maintenus».

Pour ceux qui étaient déjà au Québec l'année dernière, qui disposaient déjà d'un permis d'études et d'une adresse de résidence, le passage de la frontière était «normalement» permis, sauf à tomber sur des douaniers trop pointilleux, ce qui a parfois été le cas. En revanche, ceux qui entamaient leur cursus ont dû patienter de longs mois avant de recevoir le précieux sésame. Le 21 octobre, un assouplissement des règles au niveau fédéral a enfin permis aux nouveaux étudiants de franchir la frontière. Arrivé sur le sol canadien début novembre, Ala Dine a dû vivre sa quatorzaine obligatoire confinée dans son appartement montréalais ; il pour suit désormais ses cours en ligne comme il avait commencé à le faire depuis Choisy-le-Roi (Val-de-Marne). Mais qu'importe, s'enthousiasme l'étudiant en première année de sciences politiques, «quand tout reviendra à la normale, je serai là, au bon endroit, à Montréal, mon rêve!».

Certains ont préféré différer leur projet d'études au Québec d'une année, voire renoncer à y remettre les pieds. Erwann a choisi de rester dans la maison familiale du Tarn pour achever sa licence en relations internationales. «Payer un loyer à Montréal pour suivre des cours à distance, avec peu d'espoir de trouver un job étudiant n'était pas dans mes moyens. Mais travailler seul, tard dans la nuit, et vivre en décalé avec ma famille, psychologiquement, ce n'est pas simple non plus d'être ici.»

Les universités québécoises ont largement compté sur leur attractivité légendaire auprès des étudiants internationaux pour espérer passer à travers les mailles de la crise. Raté. Des données préliminaires collectées par le Bureau de coopération interuniversitaire, publiées le 2 octobre, indiquent une chute de 8,6 % des inscriptions d'étudiants étrangers par



CHIARA DATTOLA

rapport à la saison dernière, une baisse plus marquée encore pour les premiers cycles.

Une situation qui, à terme, pourrait menacer financièrement ces établissements, dont parfois près d'un tiers des ressources repose sur les frais de scolarité plus élevés des étudiants étrangers. L'organisme fédéral Statistique Canada a établi, le 8 octobre, plusieurs scénarios noirs, estimant que les pertes pour les

universités du pays pourraient totaliser, au cours de l'année 2020-2021, entre 377 millions et 3,4 milliards de dollars.

A l'approche de Noël, les étudiants français avouent ressentir une «boule au ventre». «J'ai très envie de partir retrouver ma famille mais, comme tout ce que nous faisons en ce moment, je sais que cela comporte un risque», s'inquiète Juliette, qui craint qu'une possible nouvelle flambée épidé-

mique ne vienne modifier du jour au lendemain les règles d'entrée sur le sol canadien. Mais le besoin irrésistible de «prendre des forces» devrait néanmoins en inciter beaucoup à s'offrir un billet d'avion, avant de revenir affronter l'hiver canadien. Une épreuve qui, comparée à la grande solitude dans laquelle les plonge cette crise sanitaire, passerait presque pour une partie de plaisir. ●

HÉLÈNE JOUAN

Erasmus+

DES OPPORTUNITÉS INTERNATIONALES POUR LES FORMATIONS DE LA CULTURE

82 ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LA CULTURE CHARTÉS ERASMUS +

24 MILLIONS D'EUROS ENTRE 2014 ET 2020

16 200 MOBILITÉS ERASMUS +

Témoignages, exemples de projets : agence.erasmusplus.fr

AGENCE ERASMUS+ FRANCE Éducation et Formation

ERASMUS+ EUROPE

J'AVAIS 20 ANS

« LONGTEMPS, JE ME SUIS SENTIE CRUCHE, PAS À MA PLACE »

MARIE DESPLECHIN

Lauréate du prix de littérature jeunesse La Grande Ourse, l'écrivaine raconte ses années d'études en prépa littéraire et en journalisme. Une période amère



L'écrivaine, chez elle, en 2016.

PATRICE NORMAND/LEEMAGE

Marie Desplechin a 61 ans et le dit comme ça : elle a aimé vieillir. L'autrice pour enfants et adolescents, également journaliste et scénariste, raconte ses 20 ans et son douloureux passage à la vie d'adulte. Reconnue dans le monde de la littérature jeunesse pour ses personnages de *Verte* (1996), puis *Pome* (2007) et *Mauve* (2014), elle est l'ainée d'une fratrie hors du commun : son frère, le cinéaste Arnaud Desplechin, a reçu le César du meilleur réalisateur pour *Trois Souvenirs de ma jeunesse* ; sa sœur, Raphaëlle Valbrune-Desplechin, scénariste pour le cinéma et la télévision, a pour jumeau Fabrice Desplechin, à la fois acteur et diplomate. Marie Desplechin a reçu en novembre le prix La Grande Ourse, décerné par le Salon du livre et de la presse jeunesse. Son dernier roman, paru en octobre, *La Capucine* (L'Ecole des loisirs, 224 pages, 15 euros), est le troisième volet d'une série de portraits de jeunes filles qui s'émancipent au XIX^e siècle.

Dans quel milieu avez-vous grandi ?

Je dirais la petite bourgeoisie de Roubaix. Ma mère, aînée de sept enfants, a commencé à travailler à 15 ans. Elle a été flouée d'études. Quand on allait au lycée, elle nous disait toujours : « Vous avez tellement de chance de faire du latin ! » Elle est devenue secrétaire, elle avait appris seule l'anglais et l'allemand grâce à une méthode Assimil. Pour élever ses quatre enfants, elle a arrêté de bosser, comme une femme des années 1960 avec son encyclopédie de la parfaite ménagère. Et puis elle a fini par passer le bac en même temps que moi, pleine d'enthousiasme.

Mon père, d'une grande sensibilité littéraire, a perdu sa mère très tôt. Ils étaient assez fantasistes de ce côté de la famille : ils écrivaient des poèmes et des opéras ! Son père, ingénieur, s'est remarié : hors de question que son fils fasse des études de lettres. Après le bac, on a donc inscrit mon père en médecine. Il a loupé la première année et a laissé tomber. Il est devenu représentant pour des médicaments. Il partait souvent du lundi matin au vendredi soir : on a surtout été élevés par des femmes.

Vos parents étaient-ils militants ?

Oui, très ! Du genre catholiques d'extrême gauche. Ils étaient au PSU [Parti socialiste unifié] et proches du Secours rouge. Ma mère, féministe, faisait aussi partie du MLAC [Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception]. C'était merveilleux pour des enfants : les réunions, les camarades, les journaux, les manifestations, la récompense d'aller « coller » le soir si on avait été sage... Je leur suis extrêmement reconnaissante de ça.

Mes parents sont des gens curieux qui ont interrompu leurs études car ils n'avaient pas

le choix. Mais ils allaient au ciné, à des concerts ; on était abonnés à *Télérama*, à *Témoignage chrétien*, aux journaux locaux. On allait peu à Lille, jamais à Paris. Pour mes 10 ans, ils nous ont emmenés voir la tour Eiffel et le bateau-mouche. J'y suis retournée bien plus tard, pour mes études.

Gardez-vous de bons souvenirs de Roubaix ?

C'était bien la vie là-bas, très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. On habitait dans une maison avec un petit jardin, le seul héritage de mon père. J'y retourne souvent : même si la ville a beaucoup changé, ça reste très sensuel pour moi – j'y retrouve les odeurs, les lumières, l'accent des gens.

On était quatre gosses, on avait le salaire de mon père, point barre. Il n'y avait pas un sou de plus qu'un autre alors qu'on avait l'impression d'être riches et chanceux, ça faisait partie du fantasme familial ! J'ai adoré l'adolescence, c'était très, très bien ! Une période d'excitation, d'amusement, de curiosité, de satisfaction...

Aimiez-vous aussi l'école ?

En primaire, cela a été un enfer. Je n'avais pas d'amis. J'avais appris à lire à 3 ans avec une tante de ma mère, institutrice à la retraite. Je m'emmerdais au fond de la classe et j'étais punie tout le temps. Ce n'est qu'en CM2, l'année de la réconciliation, que j'ai eu la chance d'avoir une maîtresse qui s'inspirait de la méthode Freinet. Quel bonheur de ne pas être obligée d'aller au même rythme que les autres, de chanter, de travailler dehors ! Au collège et au lycée, j'étais surtout à l'aise avec les trucs créatifs. Je suis restée très mauvaise en maths. J'ai fait l'expérience de l'imbécillité : je n'ai jamais compris ce qu'on attendait de moi, cela m'est resté opaque. On disait : « Marie, elle fera des lettres. » Alors je n'ai fait aucun effort, même si je lisais tout le temps.

Avez-vous des regrets ?

Oui. J'ai le regret de ne pas être médecin. Je crois que j'aurais pu faire un bon généraliste ou un bon psychiatre. Mais tenter médecine, pour moi, c'était exclu. Donc j'ai fait « A2 » : des lettres avec du latin, de l'allemand et de l'anglais. A part ça, c'était très joyeux le milieu des années 1970, je faisais partie du comité d'action lycéen. On organisait beaucoup de grèves. Dans mon lycée, les fortes têtes étaient des femmes – je les revois chanter *l'Internationale* sur l'estrade ! C'était hyperperformateur d'organiser ce mouvement : monter sur une table, ça vaut tous les oraux du monde. Chaque samedi, avec des camarades, on allait suivre des cours de philo et d'histoire du mouvement ouvrier.

C'était un peu votre catéchisme à vous...

Je suis allée aussi au catéchisme, faut pas croire ! Ma grand-mère me disait qu'il fallait

que je sois une bonne chrétienne, on allait à la messe tous les dimanches. Ça ressemblait à la foi du charbonnier, le ciment social de l'époque. Sans culpabilité, il y avait cette idée qu'il faut partager, que l'autre est irremplaçable et sacré. C'était loin d'être idiot.

Faute d'aller en médecine, comment avez-vous fait votre choix d'études supérieures ?

Je n'ai fait aucun choix – de ma vie entière d'ailleurs. J'étais l'ainée, il n'y avait pas d'exemple à suivre autour de moi. Je n'avais même pas envie de passer le bac, on savait tous qu'ensuite on partirait, et que la belle vie serait finie. C'était comme un deuil, la fin de l'adolescence et la liberté. Mes profs m'ont inscrite en prépa et j'ai été admise en hypokhâgne au lycée Faidherbe, à Lille. Je me suis retrouvée dans une petite chambre chez une dame, c'était sinistre. En plus, la poisse, j'étais tombée amoureuse d'un garçon à Paris.

En 2012, vous avez publié une enquête sur l'enfer des prépas dans « Le Monde », qui a eu un certain retentissement. Cela faisait-il écho à votre propre expérience ?

Oui, la prépa, pour moi aussi ça a été affreux. J'étais hypersensible à la pression, je bossais comme une dingue pour un gain ridicule. J'ai l'impression de n'avoir rien appris, à part le fait d'apprendre à travailler énormément. A force de bûcher, j'ai fini par avoir une super moyenne. Comme j'étais toujours aussi folle de ce garçon, j'ai dit à mes parents : « Je pars en prépa à Paris ! » Acceptée en khâgne partout, j'ai choisi Henri-IV parce que ça sonnait bien, sans la moindre idée de ce que c'était. Bien sûr, je me suis fait lourder par mon mec pendant les vacances. J'étais dépressive : j'avais consacré tellement d'énergie à cet amour et à cette hypokhâgne !

Vos parents vous ont-ils soutenue ?

Ils disaient toujours : « Vous n'aurez pas d'héritage mais vous aurez des études. » C'était bien, sauf qu'il n'y avait aucune stratégie familiale derrière. A Paris, je me suis retrouvée dans une chambre au fin fond de Sèvres, à une heure quinze de mon lycée, seule, sans le moindre repère. Le canal Saint-Martin, pour moi, c'était d'un exotisme absolu. J'étais une gamine de Roubaix : je crois que je n'aurais pas été plus paumée en arrivant du Mali. Et Henri-IV, c'était Faidherbe en bien pire. Une solitude atroce. Paris est une ville tellement hostile au début... Je ne comprenais pas pourquoi on ne m'invitait jamais, j'avais l'impression d'avoir la gale. Je ne me souviens pas d'un seul livre que j'ai lu. On peut se vider de tout ce qu'on apprend aussi vite qu'une baignoire.

Cela ne vous a-t-il pas fait grandir, malgré tout ?

Cinq dates

1959 Naissance à Roubaix (Nord)

1976 Obtention du bac, départ pour Paris un an après

1988 Début de sa psychanalyse

1993 Premier livre pour enfants, *Le Sac à dos d'Alphonse* (L'Ecole des loisirs)

2020 Prix La Grande Ourse pour l'ensemble de son œuvre

Il n'y a aucun bénéfice à souffrir, ça ne sert à rien ! J'étais entrée dans un truc maso : j'avais l'impression que je m'étais tellement amusée avant qu'il fallait que ça soit dur. J'ai continué en licence de lettres classiques à la Sorbonne : que pouvais-je faire d'autre ? J'ai rempli les injonctions familiales. Mon père était tellement fier, il disait à tout le monde : « Ma fille est en Sorbonne ! » Entre-temps, j'avais récupéré mon amoureux, on s'est installés ensemble. Financièrement, ce n'était pas évident. J'ai choisi de faire une maîtrise en littérature médiévale, mais je me sentais encore cruche, gourde, pas à ma place.

Comment atterrissez-vous dans une école de journalisme ?

Sur les conseils de la fille chez qui j'avais habité – une amie journaliste de mon père –, j'ai passé le concours du Centre de formation des Journalistes (CFJ) à Paris. J'avais révisé des tas de trucs pendant l'été mais les autres avaient l'air tellement sûrs d'eux que je n'ai même pas ouvert mon courrier pour connaître les résultats. Le jour de la rentrée, on m'a appelée pour me dire qu'on m'attendait !

Avez-vous trouvé votre voie ?

Pas vraiment, non. Un prof m'a dit un jour que je ne saurais jamais écrire. On ne m'a pas prise non plus en radio. Il me restait le secrétariat de rédaction et la maquette : j'y ai réussi, alors que je suis très bordélique ! Mais là aussi, je me sentais insuffisante, illégitime, déplacée. J'ai mis du temps à me faire des amis. Finalement, il m'a fallu quatre années de solitude parisienne pour finir par comprendre les règles du jeu.

Comment êtes-vous arrivée à l'écriture ?

Pour moi, écrire des livres, ça ne ressemblait pas à un projet professionnel. Et puis je n'avais pas le temps. Je suis tombée enceinte à 24 ans. Ma sœur traduisait des bouquins sur le dos. Ma sœur traduisait des bouquins chez Gallimard, elle m'a suggéré d'écrire pour les enfants. Elle a déposé mon manuscrit sur le bureau de Geneviève Brisac, qui m'a prise parmi ses autrices ! Pour la première fois de ma vie, quelqu'un m'a encouragé dans mon travail. Vers 40 ans, j'ai pu vivre de l'écriture. J'aurais aimé tomber si l'éditrice m'avait dit que c'était nul. Je ne suis pas faite pour la lutte sociale ni pour l'excellence. Je ne sais pas me battre ni prendre la place de quelqu'un.

J'ai fini par démissionner pour m'installer à mon compte. Je me suis séparée du père de mes enfants et j'ai commencé une psychanalyse qui m'a sauvé la vie. Pour une fois, je gérais mon agenda, sans personne sur le dos. Ma sœur traduisait des bouquins chez Gallimard, elle m'a suggéré d'écrire pour les enfants. Elle a déposé mon manuscrit sur le bureau de Geneviève Brisac, qui m'a prise parmi ses autrices ! Pour la première fois de ma vie, quelqu'un m'a encouragé dans mon travail. Vers 40 ans, j'ai pu vivre de l'écriture. J'aurais aimé tomber si l'éditrice m'avait dit que c'était nul. Je ne suis pas faite pour la lutte sociale ni pour l'excellence. Je ne sais pas me battre ni prendre la place de quelqu'un.

Quel regard portez-vous sur ceux qui ont 20 ans en 2020 ?

Je suis inquiète pour eux. La crise climatique, c'est extrêmement grave. Il reste tout à inventer dans un tel merdier ! Si j'avais 20 ans aujourd'hui, j'essaierais d'avoir plusieurs cordes à mon arc. Pour m'en sortir matériellement et faire un boulot qui ne m'humilie pas. Les *bullshit jobs* te prennent tout âme : il faut faire attention, on n'en a qu'une ! Mettre le meilleur de soi au service de quelque chose qu'on désapprouve, c'est se faire du mal. On finit par être trop essoré pour réussir à faire ce qu'on aime.

Avec le recul, diriez-vous que 20 ans était le plus bel âge ?

Je ne repasserais pas la pour rien au monde. En dépit des coups durs que la vie nous réserve, j'ai aimé vieillir. On ne sait pas qui on est en sortant de l'adolescence ! Contrairement à ce que l'on croit, le temps est notre ami. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR LÉA IRIBARNEGARAY